

الجمهورية الجزائرية الديمقراطية الشعبية

RÉPUBLIQUE ALGÉRIENNE DÉMOCRATIQUE ET POPULAIRE

MISSION PERMANENTE
AUPRÈS DE L'OFFICE DES NATIONS UNIES
ET DES ORGANISATIONS INTERNATIONALES
EN SUISSE

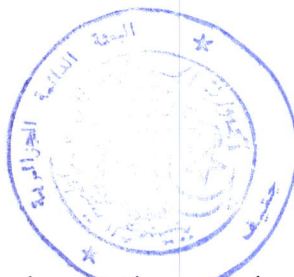


البعثة الدائمة
لدى مكتب الأمم المتحدة
والمنظمات الدولية بسويسرا

MPAG/LN /N° 186 /10

La Mission permanente de la République Algérienne Démocratique et Populaire auprès de l'Office des Nations Unies et des Organisations Internationales en Suisse présente ses compliments au Bureau du Haut Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme, et comme suite à sa note référencée GVA 1129 du 09 novembre 2009, concernant le questionnaire relatif à la protection sociale des personnes âgées adressé aux gouvernements par l'Experte indépendante sur la question des droits de l'homme et de l'extrême pauvreté, a l'honneur de lui faire parvenir en annexe, les réponses du Gouvernement algérien audit questionnaire.

La Mission permanente de la République Algérienne Démocratique et Populaire saisit cette occasion pour renouveler au Bureau du Haut Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme, l'assurance de sa haute considération. *pl*



Genève, le 23 février 2010

Office du Haut- Commissariat des Nations Unies
aux droits de l'homme
Palais Wilson
51 Rue des Pâquis
1201 Genève

OHCHR REGISTRY

24 FEV. 2010

Recipients :..... *SPD*

.....
.....
.....

الجمهورية الجزائرية الديمقراطية الشعبية
REPUBLIQUE ALGERIENNE DEMOCRATIQUE ET POPULAIRE

**Contribution du Gouvernement algérien au
questionnaire de l'Experte indépendante sur
les questions des droits de l'homme et de
l'extrême pauvreté, portant sur la protection
sociale des personnes âgées**

Janvier 2010

La politique sociale développée au profit des personnes âgées démunies et en situation de précarité, s'articule autour des programmes suivants :

I - LE PROGRAMME DU FILET SOCIAL

Le dispositif du filet social mis en place à partir du mois d'octobre 1994, constitue l'une des principales actions sociales de l'Etat en faveur des catégories sociales défavorisées et notamment les personnes âgées.

Dans sa version actuelle, le filet social est composé de l'allocation forfaitaire de solidarité (AFS) et de l'indemnité pour activités d'intérêt général (IAIG). Les bénéficiaires du programme bénéficient, outre d'une rétribution financière, de la prise en charge des cotisations à la sécurité sociale.

A/ Allocation Forfaitaire de Solidarité (AFS) :

Les personnes âgées sans ressources, non pensionnées âgées de 60 ans et plus sont insérées dans le filet social, et bénéficient de l'allocation forfaitaire de solidarité (AFS). La couverture sociale étant également assurée, moyennant le paiement d'une cotisation versée sur le budget de l'état, calculée sur la base de 6% du SNMG. Instituée par décret n° 94-336 du 24 octobre 1994, cette allocation était initialement attribuée aux personnes âgées et aux personnes handicapées chefs de familles sans revenu, elle a été étendue aux catégories des personnes handicapées, aux malades chroniques, aux personnes atteintes de cécité, catégories non soumises à la condition d'être chef de familles

Le montant de l'AFS initialement fixé à 1.000 DA/mois, a été revalorisé à 3.000 DA/mois, majoré de 120 dinars par personne à charge dans la limite de trois (03) personnes. Il est attribué à un effectif féminisé à 53%, **sans revenus.**

1 - Cadre juridique et institutionnel du programme:

1-1 Les dispositions réglementaires:

Ce programme de soutien direct aux catégories sociales défavorisées a été introduit, dans sa version actuelle, dans le cadre du réaménagement de l'ancien dispositif, par l'article 142 de l'ordonnance n° 94-03 du 31 décembre 1994 modifiant et complétant l'article 22 du décret n° 94-08 du 26 mai 1994 portant loi de finances complémentaire, pour l'année 1994.

D'autres dispositions légales ont fait l'objet de l'article 196 de l'ordonnance n° 95-27 du 30 décembre 1995, portant loi de finances, pour l'année 1996, relatif à l'ouverture dans les écritures du Trésor Public, d'un compte d'affectation spécial n° 302-085, intitulé «**Fonds Social de Développement**». Ce compte retrace en recette, les dotations du budget de l'Etat et toutes autres ressources ou contributions, et en dépenses, les aides au titre du soutien des catégories défavorisées et les autres aides relatives à l'action sociale de proximité ainsi que les subventions liées à la création d'emploi. Les modalités de fonctionnement de ce compte sont régies par voie réglementaire (décret n° 96-268 cité ci-dessous).

1.2 - Les dispositions législatives:

► Le décret exécutif n°94-336 du 24 octobre 1996 portant application de l'article 142 du de l'ordonnance n°94-03 du 31 décembre 1994, précisant les règles applicables à l'AFS et à l'IAIG. Il est à préciser que le filet social dans sa première version initiée en 1992 était de 04 types d'indemnités, à savoir:

- L'indemnité pour salaire unique (IPSU),
- L'indemnité Complémentaire de Pension et de Rente (ICPR),
- L'indemnité Complémentaire d'Allocation Familiale (ICAF), servie aux enfants de tous les travailleurs salariés.
- L'indemnité pour les Catégories Sociales Sans Revenu (ICSR), versée à toutes les personnes de 18 ans et plus sans emploi.

Le décret d'application précité retrace les réaménagements effectués et qui se présentent comme suit :

- L'IPSU, l'ICPR et l'ICAF ont été mises à la charge des employeurs et des organismes payeurs,

- L'ICSR a été remplacé par deux types d'aides, l'allocation forfaitaire de solidarité (AFS) et l'indemnité pour Activités d'Intérêt Général (IAIG).

- Le décret exécutif N°94-437 du 12 décembre 1994 complétant le décret n°85-34 du 09 février 1985 fixant les cotisations de sécurité sociale pour les catégories particulières d'assurés sociaux. Ce décret a précisé les assurances sociales, ouvertes aux bénéficiaires de l'AFS et de l'IAIG en fixant le taux de la cotisation à la charge de l'Etat à 6% du salaire national minimum garanti (SNMG);

- Le décret exécutif n°96-268 du 03 août 1996 relatif aux modalités de fonctionnement du compte d'affectation spéciale n° 302-085, intitulé «Fonds Social de Développement». Ce décret précise que le Ministre chargé de la protection sociale est le seul ordonnateur du fonds;

- Le décret exécutif n°96-353 du 19 octobre 1996 modifiant et complétant le décret exécutif n°94-336 du 24 octobre 1994, définit les conditions d'attribution de l'AFS et de l'IAIG.

Ces décret exécutifs ont été suivis par plusieurs arrêtés interministériels, instructions, circulaires et notes tels que:

- L'arrêté interministériel n° 52 du 12 novembre 1994, fixant les montants de l'indemnité pour la participation aux travaux d'intérêt général (IAIG), de l'allocation forfaitaire de solidarité (AFS) et de l'allocation pour personne à charge ;

- L'arrêté interministériel n° 56 du 14 décembre 1994 fixant les modalités de mise en œuvre du dispositif de soutien en direction des catégories de populations sans revenu;

- L'arrêté interministériel du 15 septembre 1998, portant définition des missions du bureau communal de l'action sociale ;

- L'arrêté interministériel du 21 juillet 1999 relatif à la majoration financière servie aux chefs de chantiers d'activités d'intérêt général;

- L'arrêté interministériel n°06 du 08 janvier 2001 portant extension de l'AFS aux personnes âgées, aveugles, infirmes et incurables;

- L'arrêté interministériel n°08 du 21 février 2001 portant revalorisation des montants de l'AFS et de l'IAIG ;

- L'arrêté interministériel n°08 du 27 octobre 2008 portant revalorisation des montants de l'AFS et de l'IAIG ;

2- Les institutions gouvernementales, structures et mécanismes impliqués dans la conception, la mise en œuvre et le contrôle des programmes:

Au niveau central :

2.1- Le Ministère de la Solidarité Nationale, de la Famille et de la Communauté Nationale à l'Etranger:

C'est la structure centrale de l'Etat chargée de proposer et de définir les éléments de la politique tracée en matière d'action sociale et de solidarité nationale, d'assurer le suivi et le contrôle des aides sociales au niveau national. Elle est chargée, entre autre par le biais d'une structure appelée direction de la promotion et de la protection de la personne âgée de :

- Mettre en place des programmes de protection et de promotion des personnes âgées notamment les personnes âgées démunies et/en difficulté sociale,
- Mettre en place des programmes de protection et d'aide en direction des personnes âgées dépendantes,
 - Favoriser le maintien à domicile,
 - Mettre en place des mesures visant à prévenir l'abandon et le délaissement des personnes âgées.

2.2 - L'Agence de Développement Social (ADS):

L'ADS, placée sous la tutelle du secteur de la solidarité nationale a été créée par le décret exécutif n° 96-232 du 29 juin 1996. C'est un organisme gouvernemental avec un statut spécifique qui lui confère une autonomie administrative et financière pour assurer une gestion souple et transparente du filet social et des programmes développés en direction des populations défavorisées. Ses principales missions consistent à promouvoir, sélectionner, choisir et financer totalement ou en partie, par voie de subventions ou tout autre moyen adéquat : Les actions et interventions en faveur des populations démunies et du développement communautaire.

L'agence est dotée d'un conseil d'orientation, et d'un comité de surveillance issu du conseil d'orientation. Elle est dirigée par un directeur général. Elle dispose également, d'antennes régionales pour l'exécution du programme au niveau local.

2.2 - Le Système de sécurité sociale:

Ce système est composé de trois caisses, à savoir :

- La caisse nationale des assurances sociales (CNAS),
- La caisse nationale de retraite (CNR),
- La caisse d'assurance des non salariés (CASNOS)

Tout bénéficiaire du programme, possède une carte d'immatriculation établie au niveau de l'agence CNAS territorialement compétente. L'agence CNAS est tenue, après déclaration et paiement des cotisations d'honorer ses engagements en matière de prestations sociales vis-à-vis des bénéficiaires affiliés à la sécurité sociale.

Au niveau local:

2.3 - L'Assemblée Populaire Communale (APC):

Le filet social procure à la commune des moyens humains et financiers additionnels pour organiser et réaliser des activités en faveur des citoyens et dans leur intérêt.

L'APC sous l'autorité de son premier responsable reprend les dispositions organisationnelles, humaines et matérielles, nécessaires à l'accomplissement des tâches qui lui sont confiées dans le cadre de la mise en œuvre du dispositif du filet social, à savoir:

- L'identification des bénéficiaires et leur admission sur la liste des bénéficiaires ;
- La large information en direction du grand public,
- La réception des demandes et leur enregistrement,
- L'établissement mensuel des listes des bénéficiaires de l'AFS et leur transmission au chef de Daira, à la Direction de l'action sociale de wilaya, au receveur des impôts de la commune et à la commission communale de validation,
- La création d'un fichier des bénéficiaires et sa tenue à jour sur la base du contrôle et des états nominatifs de paiement,
- La dotation du bureau communal de l'action sociale (BCAS) de moyens humains et matériels indispensables et le recours en cas de besoins à la DAS et l'ADS, en vue de l'affectation de personnel pour la gestion du filet social;
- L'affichage public des listes des bénéficiaires de l'AFS dans un souci de transparence et de contrôle et d'identification des indus bénéficiaires.

2.4- La Daira:

- Participe aux travaux de la commission de recours et en assure le fonctionnement,
- Assure pour ce qui la concerne, le contrôle des effectifs et des programmes,
- Procède trimestriellement à la consolidation des données statistiques et l'évaluation de l'exécution de l'ensemble du programme AFS/IAIG, au niveau des communes relevant de son ressort,
- Communique trimestriellement à la wilaya (DAS) un rapport détaillé de l'activité dans ce domaine.

2.5- La direction de l'action sociale de wilaya (DAS):

La DAS est la structure déconcentrée du Ministère de la Solidarité Nationale, de la Famille et de la communauté Nationale à l'Etranger, qui développe et met en œuvre, au niveau local, toutes mesures de nature à encadrer les activités liées à l'action sociale de l'Etat. Ses missions sont fixées par le décret exécutif n° **96-471 du 18 décembre 1996**. Le directeur de l'action sociale de wilaya est l'ordonnateur des dépenses liées au filet social au niveau de la wilaya. Il assure la tenue et le suivi des fichiers consolidés des catégories de populations sans revenu de l'ensemble des communes relevant de sa compétence territoriale. Cette tâche est accomplie en liaison avec les représentants des organismes de sécurité sociale. Il évalue trimestriellement les besoins exprimés par les communes en ressources pour le financement de l'allocation forfaitaire de solidarité (AFS) sur la base des états prévisionnels transmis par la commune.

Les principales missions de la DAS sont de :

- Mettre en œuvre les opérations d'assainissement des listes des bénéficiaires,
- Assurer la tenue, le suivi et le contrôle du fichier des bénéficiaires de l'AFS, et veiller au respect des critères d'éligibilité;
- Exploiter les procès verbaux des commissions de validation et de recours au niveau des communes et des daïra qui relèvent de la wilaya ;
- Contrôler les listes des bénéficiaires de l'AFS avant transmission au PTT pour règlement, tout en veillant au respect des délais et échéances fixés ;
- Contrôler les listes nominatives après paiement ;
- Formuler, auprès de l'antenne régionale de l'ADS, les appels de fonds nécessaires à la couverture des dépenses du filet social ;
- Procéder à l'affiliation des bénéficiaires de l'AFS, au régime de sécurité sociale applicable et faire procéder par l'ADS au paiement des cotisations correspondantes ;
- Centraliser et suivre les statistiques afférentes aux bénéficiaires de l'AFS selon les indicateurs et paramètres en vigueur ;
- Répercuter les instructions, recommandations et notes en direction des communes et des daïra ;
- Exploiter les rapports d'activités émanant des APC ;
- Installer les techniciens supérieurs chargés du suivi du filet social et suivre leurs tâches au niveau des communes ;
- Assurer les opérations de paiement des salaires et charges des techniciens supérieurs chargés de la gestion du filet social au niveau des communes ;
- Veiller au suivi et à l'exécution des quotas AFS.

En matière de contrôle, la direction de l'action sociale (DAS) accomplit en relation avec les services compétents de l'administration locale, tout contrôle destiné à vérifier l'utilisation des fonds alloués, ainsi que l'état de réalisation des activités effectuées.

2.6- Les antennes régionales de l'ADS:

Conformément aux dispositions du décret exécutif n° 96-232 instituant l'Agence de Développement Social (ADS), des antennes régionales sont instituées afin de suppléer les structures centrales de l'ADS, pour une partie de leurs attributions, notamment celles liées au traitement de l'information, au contrôle et à la finalisation des documents comptables et autres supports de gestion dont elles doivent s'assurer de l'exactitude et de la conformité. Elles constituent un instrument d'intervention de l'ADS et son interface avec les opérateurs au niveau des wilayas, communes, associations ainsi qu'avec la population.

En matière de filet social, les antennes régionales sont chargées de :

- La récupération auprès des DAS des documents comptables et financiers ayant trait à l'exécution du dispositif AFS,
- L'exploitation, le traitement et la correction en concertation avec la DAS, le cas échéant des dits documents avant leur transmission à l'ADS,
- La répercussion de toutes les instructions, recommandations et notes diverses provenant de la direction générale,
- La consolidation et la transmission au siège de l'ADS, des demandes d'appel de fonds émanant des DAS,
- Le suivi des opérations liées à la couverture sociale des bénéficiaires de l'AFS,
- Le suivi des montants impayés de l'AFS et la récupération des chèques de reversement et leur transmission pour encaissement.

Autres mécanismes qui contribuent à la mise en œuvre, suivi et évaluation des programmes du filet social

2.7- Le Receveur de la poste et télécommunication (PTT):

- Il reçoit les états de paiement de l'AFS et procède au décaissement correspondant,

- Il s'assure au moment du paiement, de l'identité des personnes et aux émargements des bénéficiaires, le cas échéant signale toute anomalie à la commune,

- Il retourne un exemplaire à la commune et assure la conservation des pièces comptables justifiant les paiements effectués.

2-8 La commission de recours :

Les déclarations ou litige relatifs à l'attribution de l'AFS sont du ressort de la commission de recours instituée auprès du chef de daïra. Elle est composée :

- Du Chef de la daïra ou son représentant,
- Un représentant de l'administration des impôts de la daïra,
- Un représentant de l'administration chargée de l'agriculture,
- Un représentant de la Caisse Nationale des Assurances Sociales de la daïra,
- Un représentant de la Caisse Nationale des Retraites de la daïra,
- Un représentant de la Caisse Nationale d'Assurance Chômage de la daïra,
- Un représentant de la direction de l'emploi,
- Trois représentants d'associations à caractère social désignés par le chef de daïra ou le wali selon le cas ou trois personnalités représentant la population.

Elle est chargée de statuer sur tous les cas de recours qui lui sont soumis, et notifie sa décision dans les 08 jours qui suivent la date de sa réunion avec copie au service de la commune concernée.

3 - Les organisations de la société civile impliquées dans la conception, la mise en œuvre et le contrôle du programme

Les associations à caractère social et humanitaire constituent des partenaires privilégiés, dans l'action sociale de proximité par l'information, la vulgarisation du dispositif, l'identification et le ciblage des bénéficiaires de l'aide sociale de l'Etat. Elles sont représentées dans les différents mécanismes de mise en œuvre et de contrôle mis en place (commission de validation, commission de recours, conseil d'orientation).

A titre indicatif :

- Huit (08) centres accueillant 800 personnes âgées, sont gérés par les associations, avec l'aide de l'Etat,
- 23 associations s'occupent des personnes du troisième âge,
- 277 autres associations à caractère humanitaire s'occupent de façon directe ou indirecte de la personne âgée.

4 - Coût et couverture du programme :

4.1 - Le budget annuel du programme et le nombre des bénéficiaires (AFS), durant les 05 dernières années

Le financement du programme se fait par le biais du budget de l'Etat sans aucun financement extérieur. Les ressources financières allouées sont inscrites à l'indicatif du budget du Ministère chargé de la solidarité nationale. La gestion des ressources financières est dévolue à l'Agence de Développement Social. La mise en œuvre du programme au niveau local est confiée aux directeurs de l'action sociale de wilaya, en étroite collaboration avec les élus locaux (Présidents des Assemblées Communales). Les montants consommés annuellement y compris les cotisations de sécurité sociale sont comme suit :

Evolution de la catégorie des « Personnes âgées» bénéficiaires de l'AFS
Périodes : 2004-2009

Exercices	Sexe	Personnes âgées (1)			
		Nombre	Enveloppe (Millions de DA)		
			Indemnités	Paiement des C.S.S	Total
Exercice 2004	Masculin	142 367	1 708,40	1 025,04	2 733,45
	Féminin	167 358	2 008,30	1 204,98	3 213,27
	Total	309 725	3 716,70	2 230,02	5 946,72
Exercice 2005	Masculin	141 710	1 700,52	1 020,31	2 720,83
	Féminin	164 430	1 973,16	1 183,90	3 157,06
	Total	306 140	3 673,68	2 204,21	5 877,89
Exercice 2006	Masculin	157 368	1 888,42	1 133 ,05	3 021,47
	Féminin	174 718	2 096,62	1 257,97	3354,59
	Total	332 086	3 985,03	2 391,02	6 376,05
Exercice 2007	Masculin	154 605	1 855,26	1 335,79	3 191,05
	Féminin	154 336	1 852,03	1 333,46	3 185,50
	Total	308 941	3 707,29	2 669,25	6 376,54
Exercice 2008 (2)	Masculin	141 418	5 091,05	1 221,85	6 312,90
	Féminin	150 992	5 435,71	1 304,57	6 740,28
	Total	292 410	10 526,76	2 526,42	13 053,18
Exercice 2009 (2)	Masculin	141 670	5 100,12	1 224,03	6 324,15
	Féminin	150 994	5 435,78	1 304,59	6 740,37
	Total	292 664	10 535,90	2 529,62	13 064,52

- (1)- Regroupe les personnes âgées plus de 60 ans chefs de familles ou vivant seules + personnes âgées vivant dans une famille à faible revenu.
- (2)- Promulgation de l'arrêté n° 001 du 14 Décembre 2009 portant modification de l'article 01 de l'arrêté interministériel N° 050 du 27 Octobre 2008 portant revalorisation du montant de l'Allocation Forfaire de Solidarité (AFS) à 3.000 DA pour toutes les catégories.

5 - Les zones géographiques couvertes par le programme:

Le programme du filet social cible toute la population défavorisée au niveau des 48 wilayas du pays.

6 - Les principaux coûts encourus dans les différentes étapes de mise en œuvre du programme

Les principaux coûts encourus dans les différentes étapes de mise en œuvre du programme :

- Les cotisations des bénéficiaires du programme du filet social, qui sont versées à la caisse de sécurité sociale sur le fonds social de développement, les cotisations représentent 6 % du salaire national minimum garanti,
- Les frais versés au profit des PTT, 400 millions DA annuellement,
- Les frais des salaires et charges des techniciens supérieurs affectés aux 1.541 communes, 500 millions de DA annuellement,
- Les salaires des cadres des antennes régionales dédiés à la mise en œuvre du programme (50 cadres),
- Les frais des cellules de proximité.

7 - Les montants transférés pour chaque bénéficiaire:

Le montant alloué à l'allocation forfaitaire de solidarité (AFS) est fixé par un arrêté interministériel pris conjointement par le Ministre chargé de la solidarité nationale et le Ministre des Finances, déterminées sur la base du Salaire National Minimum Garanti (SNMG), comme assiette de calcul.

8 - Procédé de mise en œuvre:

8.1 - Les moyens employés pour transférer l'argent aux bénéficiaires:

Les services concernés de la commune ou le Bureau Communal de l'Action Sociale sont chargés sous l'autorité du président de l'Assemblée Populaire Communale (APC) d'établir les prévisions de dépenses au titre de / des :

- L'allocation forfaitaire de solidarité,
- Des contributions inhérentes à la sécurité sociale,
- De l'établissement des listes des personnes bénéficiaires de l'AFS et les états de paiement, y relatifs visés par le président d'APC.

Sur la base des prévisions de dépenses établies par le président d'APC, le directeur de l'action sociale de wilaya (DAS) arrête le montant de l'enveloppe destinée à la wilaya concernée.

Sur la base des prévisions de dépenses établies par les directions de l'action sociale (DAS) de wilaya, le Ministère chargé de la solidarité nationale, procède à leur intégration au projet de budget de fonctionnement du ministère, qui le soumet pour examen et arbitrage au Ministère des Finances.

Après détermination de l'enveloppe budgétaire annuelle et mise en place du budget, l'ordonnancement de la subvention allouée à l'ADS au titre de l'AFS, s'effectue par tranche trimestrielle par l'ordonnateur principal en l'occurrence le Ministre chargé de la solidarité nationale.

En fonction de l'enveloppe budgétaire globale inscrite au budget du secteur, les quotas d'AFS sont arrêtés et intégrés dans le plan d'action et le budget de l'ADS pour l'exercice considéré et sont soumis à l'approbation de son conseil d'orientation. Ils sont ventilés par wilaya sur la base de l'indice de pauvreté, le taux de chômage, le nombre de la population, entre autres critères.

8.2 - Le paiement des bénéficiaires :

Le paiement des dépenses liées à l'AFS, s'effectue soit par voie de mandatement par les directeurs de l'action sociale de wilaya au profit des communes sous forme de subventions grevées d'affectation spéciale, soit par voie de mandatement par l'ordonnateur principal du compte d'affectation spéciale. Le paiement des dépenses dans ce cas, s'effectuera par le biais du réseau postal. Une convention a été signée entre l'ADS et l'administration centrale des postes et télécommunications (PTT), lui confiant le paiement des bénéficiaires selon des modalités bien définies.

L'état récapitulatif accompagné des listes nominatives des bénéficiaires sont déposés auprès du directeur de wilaya des PTT. Le dépôt des listes est fait le 20 du mois qui précède le mois de mise en paiement.

La DAS établit les demandes d'appel de fonds à l'ADS. Sur la base de ces demandes, l'ADS à travers ses antennes régionales, établit après vérification, un chèque global de virement multiple sur son compte CCP et libellé au profit du chef du centre des chèques postaux d'ALGER, accompagné d'un imprimé PTT dûment complété et établi aux noms des receveurs principaux des PTT des Willayas.

Concernent le paiement des allocations forfaitaires de solidarité, majorées éventuellement du montant mensuel pour personne à charge, il s'effectue trimestriellement.

8.3 - Les procédés de mise en œuvre pour informer les bénéficiaires potentiels sur ces prestations

Le dispositif du filet social est basé sur l'auto ciblage, les postulants s'inscrivent auprès des municipalités, les représentants du mouvement associatif sont chargés de valider l'éligibilité des bénéficiaires. Ces derniers sont informés par les associations locales et les cellules de proximité dont le rôle est d'orienter l'aide et la solidarité de l'Etat vers les plus nécessiteux. Des dépliants sont élaborés et diffusés.

Les cellules de proximité, participent également en tant qu'espace de médiation et d'accompagnement dans la mise en œuvre et le suivi des programmes de soutien et de promotion sociale développés par l'Agence de Développement Social. Elles contribuent à l'encadrement des populations défavorisées, à la dynamisation et à la rentabilisation des moyens humains et matériels en matière de protection sociale et de solidarité, au rapprochement des populations démunies et des services de l'aide sociale, en leur facilitant la lecture et la compréhension des règles de procédures en matière d'aides sociales.

Ces actions sont menées actuellement par **161 cellules de proximité** réparties sur le territoire national à raison d'un minimum d'une Cdp par willaya.

9 - Du contrôle et de la procédure de plainte:

Compte tenu des objectifs assignés au dispositif du filet social, les missions de contrôle revêtent une importance toute particulière afin de / d' :

- S'assurer que le programme aille effectivement et intégralement aux populations démunies ciblées ;
- Eviter les effets pervers susceptibles de se produire dans la mise en œuvre à l'instar de ceux relevés dans l'ancien système ;
- Favoriser le fonctionnement dans la transparence et l'équité ;
- Susciter en permanence l'évaluation et les corrections éventuelles pour l'amélioration de son efficacité et efficience.

Ainsi, les contrôles et inspections sont organisés pour être effectifs tant au niveau de la commune, de la daïra, de la DAS et de l'antenne régionale de l'ADS. Ces contrôles s'effectuent comme suit:

9.1 - Au niveau des services de l'administration des postes et télécommunications de la wilaya: Il est procédé :

- Au contrôle de l'exactitude des montants mis en paiement, repris sur l'état récapitulatif des listes nominatives de paiement,
- A la transmission des listes nominatives de paiement aux bureaux de postes payeurs désignés pour chaque commune. Le paiement se fait après présentation de la pièce d'identité,
- A l'établissement par le biais du receveur des PTT du chèque de reversement des montants non alloués (non consommés).

9.2 - Au niveau de la direction de l'action sociale de wilaya (DAS):

La DAS contrôle les listes nominatives de paiement AFS et les états récapitulatifs des consommations budgétaires. Elle classe ces documents d'une manière à faciliter les opérations de contrôle et d'audit effectuées par les organes et institutions compétentes.

Aussi, la DAS contrôle le paiement restitué par la direction des PTT, tout en vérifiant les documents remis (les émargements des bénéficiaires, le cachet des PTT, le visa de l'APC, le visa de la DAS, le visa du bureau de poste payeur).

9.3 - Au niveau de l'antenne régionale de l'ADS:

- L'antenne régionale de l'ADS contrôle les documents transmis par la DAS afin d'assurer leur fiabilité, à savoir :
 - L'état récapitulatif,
 - Le chèque ou la situation de reversement dûment signé par les PTT,
 - La situation mensuelle des paiements des indemnités du filet social.

Les antennes régionales de l'ADS effectuent les mêmes opérations de contrôle que celles de la DAS citées ci-dessus.

Tous les organes intervenant dans le programme sont tenus à assurer un contrôle périodique, régulier et efficace utilisant des démarches et des méthodes assurant l'adhésion des populations et préservant la crédibilité du système.

Parallèlement à ces contrôles, des inspections sur dossier et sur terrain sont effectuées par la wilaya et le Ministère chargé de la solidarité nationale, pour vérifier le respect des principes, des conditions et des critères assignés au dispositif du filet social tant au plan des programmes liés IAIG, des effectifs, que de l'utilisation des fonds alloués aux communes. Ces inspections sont destinées à conseiller et à orienter les gestionnaires du système de même qu'à procéder à des sanctions en cas d'irrégularités.

10 - Les mécanismes et procédures de plainte :

Le mécanisme de plainte est institué auprès du chef de daïra. Cette commission peut être saisie par toute personne se sentant exclue du dispositif AFS. Elle est composée de :

- Le Chef de daïra ou son représentant,
- Représentant de l'administration des impôts de la daïra,
- Un représentant de l'agriculture,
- Un représentant de la Caisse Nationale des Assurés Sociaux de la daïra,

- Un représentant de la Caisse Nationale des retraités de la daïra,
- Un représentant de la CNAC de la daïra,
- Un représentant de la l'ANSEJ,
- Trois représentants d'associations à caractère social désignés par le chef de daïra ou par le wali.

La commission est chargée de statuer sur tous les cas de recours qui lui sont soumis et notifie sa décision dans les huit jours qui suivent la date de sa réunion avec copie aux services de la commune concernée.

11 - Etude et évaluation des programmes de transferts financiers:

Les études réalisées portent sur :

- La méthodologie à adopter en vue d'un meilleur ciblage des populations concernées par le filet social avec pour objectifs principaux :
 - L'identification des modalités de mise en place d'une méthodologie susceptible de permettre un meilleur ciblage des populations concernées et une amélioration de l'efficacité des programmes au plan social et économique.
 - L'identification des instruments, outils, indicateurs et autres paramètres de suivi régulier, permanent et fiable des données AFS en vue d'aboutir à une meilleure allocation des ressources et un impact certain sur les populations visées.
- L'harmonisation des aides de l'État en faveur des populations défavorisées et/ou démunies dont le but est :
 - L'évaluation de l'impact de l'action de l'État dans le domaine de l'action sociale à partir d'un échantillon représentatif de la population déjà bénéficiaire d'aide ;
 - La formulation de propositions d'harmonisation de ces aides à la lumière de l'expérience internationale dans les pays présentant une situation similaire à celle de l'ALGERIE et d'introduction progressive de formes alternatives d'aides ;
 - L'élaboration de mécanismes de ciblage des personnes démunies et / ou handicapées ;
 - L'élaboration de modèles de gestion informatisée de l'action sociale de l'État, après analyse du dispositif et de sa performance.

- Impact du filet social sur les bénéficiaires en vue d'assurer une évaluation de/des :
 - L'efficacité des programmes d'assistance sociale (AFS),
 - Besoins et de la capacité communautaire des populations en situation de vulnérabilité,
 - Etude relative à la définition du système de proximité sociale destinée à établir un diagnostic de l'expérience critique déjà opérationnelle et concevoir un nouveau système d'action sociale de proximité.

II- LE PROGRAMME DE PRISE EN CHARGE RESIDENTIELLE :

2.1 - Cadre juridique et institutionnel du programme :

Le Ministère de la Solidarité Nationale dispose de **28 foyers** pour personnes âgées et /ou handicapées, répartis à travers 23 wilayas du pays, et de pavillons au sein de 03 établissement appelés Diar Errahma sur ALGER, ORAN et CONSTANTINE, avec une capacité d'accueil théorique de 3.220 places et un effectif réel de 2.120 personnes, soit un taux d'occupation de 65%.

Les foyers pour personnes âgées et/ ou handicapées, dont 12 sont en voie de création, ont été créés par le décret n° **80-82 du 15 Mars 1980 dans la perspective d'accueillir** les personnes dont l'âge est supérieur à 65 ans, sans attaches familiales, sans revenu et qui ne sont pas qualifiées pour effectuer une activité.

Ces foyers (FPAH) sont des établissements publics à caractère administratif, dotés de la personnalité morale et de l'autonomie financière.

Des programmes adaptés y sont mis en place pour assurer une prise en charge dans les meilleures conditions de vie, au sein de l'institution

2.2 - Les institutions gouvernementales, structures et mécanismes impliqués dans la conception, la mise en œuvre et le contrôle des programmes:

Au niveau central :

2.2.1 - Le Ministère de la solidarité nationale, de la Famille et de la Communauté Nationale à l'Etranger :

C'est la structure centrale de l'Etat qui est chargée de proposer et de veiller à la mise en œuvre des mesures de protection et de prise en charge dans les établissements des personnes âgées en difficulté ou en situation de dépendance, et d'assurer le contrôle des structures d'accueil des personnes âgées, publiques et privées.

Au niveau local

2.2.2 - la direction de l'action sociale de wilaya :

La direction de l'action sociale de wilaya est chargée de coordonner, d'évaluer et de contrôler le fonctionnement pédagogique et administratif des établissements des personnes âgées.

Le directeur de l'établissement est nommé par arrêté ministériel, dont la mission est d'assurer le bon fonctionnement de l'établissement et de veiller à la réalisation des objectifs assignés à son établissement.

2.2.3 - Le budget annuel du programme pour le fonctionnement des foyers pour personnes âgées et/ ou handicapées: Autres prestations sociales dont peuvent bénéficier les personnes âgées :

Le budget des établissements pour personnes âgées et/ou handicapées comporte :

En ressources :

- Les subventions de fonctionnement et d'équipement allouées, par l'Etat, les collectivités locales et les organismes publics,
- Les dons et legs.

L'Etat consacre un budget dans le cadre de la prise en charge des personnes âgées, selon une moyenne annuelle de **59.637.570 DA**.

III - AUTRES PRESTATIONS SOCIALES

3-1 Programme de soutien au profit des familles en difficulté sociale

Le ministère la solidarité nationale, de la famille et de la communauté nationale à l'étranger développe des programmes multidimensionnels de lutte contre la pauvreté et l'exclusion au profit des familles démunies, en complément à celui déjà planifié dans le cadre des programmes sectoriels de développement. Il s'articule autour de :

- La construction ou/et de la réhabilitation de logements,
- L'alimentation en eau potable ;
- L'assainissement ;
- Le raccordement au gaz et à l'électricité ;
- La prise en charge des frais de loyers.

A titre, indicatif en 2008 473 familles démunies ont bénéficié d'un raccordement en gaz naturel, et en 2009 une enveloppe de 3.000.000 DA a été dégagée pour la construction de 200 logements au profit des familles démunies.

3.2 - Le programme de proximité (les cellules d'action sociale de proximité et de solidarité) :

Dans le cadre du renforcement de l'action sociale de proximité, le Ministère la solidarité nationale, de la famille et de la communauté nationale à l'étranger s'est attelé à développer un réseau d'appui pour l'accompagnement des populations en difficulté sociale et le ciblage des zones de précarité, à travers la mise en fonction de 161 cellules de proximité actuellement opérationnelles.

Les cellules de proximité et de solidarité composées d'une équipe pluridisciplinaire (un médecin, un sociologue, un psychologue, une assistante sociale ou médiateur social, un économiste), sont implantées dans des zones défavorisées, leur mission est l'assistance, et le soutien des populations démunies et notamment les personnes âgées.

Les domaines d'intervention sont très variés, hygiène et santé, soutien psychologique et administratif, orientation éducative et scolaire. Elles procèdent surtout au ciblage des populations démunies et l'identification de leurs besoins.

3.3 - Autres activités de loisirs et activités programmées pour les personnes âgées:

- Organisation de cures thermales,
- Institution d'une tradition pour honorer les doyens(ne) à l'échelle nationale,
- Création d'espaces de loisirs et d'ateliers occupationnels en collaboration avec le mouvement associatif,
- Organisation de cycles d'alphabétisation des personnes âgées en collaboration avec les associations et institutions de lutte contre l'analphabétisme,
- Organisation de vacances aux personnes âgées,
- Organisation du pèlerinage aux Lieux Saints de l'Islam en collaboration avec des bienfaiteurs et le mouvement associatif.

Le 27 avril de chaque année, est consacrée Journée nationale des Personnes Agées, pour marquer davantage l'attention accordée à la situation des personnes âgées et tracer les lignes prospectives destinées à en améliorer le quotidien.

Par ailleurs, les personnes âgées malades chroniques démunies non assurés sociales sont prises en charge pour l'accès aux médicaments dans le cadre d'une convention signée avec la CNAS (circulaire interministérielle n° 585 du 12 juin 1996 portant gratuité des médicaments vitaux au profit des malades chroniques non assurés sociaux).

Conformément à ses missions, le secteur développe, en relation avec les secteurs et institutions concernés au moyen d'un comité consultatif, des programmes d'action visant à protéger et à promouvoir le bien-être des personnes âgées.

Ce comité intitulé « comité national pour la protection et le bien être des personnes âgées » est présidé par le ministre la solidarité nationale, de la famille et de la communauté nationale à l'étranger.

En attendant que le projet de loi relatif à la protection et à la promotion du bien-être des personnes âgées, comme cadre général, celles-ci continuent de bénéficier des dispositions instituées par la constitution et les textes subséquents.